

Procès-verbal de séance du conseil municipal **Mardi 18 décembre 2012**

Convocation du 06 décembre 2012

Membres en exercice : 15

L'AN DEUX MILLE DOUZE LE 18 décembre à 20 HEURES 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice RICARD, Maire.

Etaient présents tous les membres en exercice, Mesdames et Messieurs :

RICARD Maurice, ALLAIN-LAUNAY Matthieu, CLEMENT Jean-Luc, COMTE Sandrine, DUC Serge, DUGELAY Denis, GERBAUD Eric, FERNANDEZ Vincent, GABANOU-PAUL Agnès, GARCIN André, MICHALINOFF Jacques, sauf

Absents excusés représentés:

MEUNIER Michel représenté par **RICARD Maurice**
MODANESE Corine représentée par **ALLAIN LAUNAY Matthieu**
PARA-AUBERT Monique représentée par **Jacques MICHALINOFF**
RAIZIN Stéphane représenté par **GABANOU-PAUL Agnès**

Secrétaire de séance : DUGELAY Denis

Présents : 11 Votants : 11+4

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de notes pour complément

Ordre du jour :

- Point sur les chantiers communaux
- Extension du garage communal, demande de financement
- Acquisition et vente de terrains par la commune
- Préparation de la saison de ski
- Suivi de la réforme territoriale
- Questions diverses

Le maire remercie les membres présents, puis il ouvre la séance après avoir fait adopté le procès-verbal de la dernière séance.

• Point sur les chantiers communaux :

Réaménagement du logement T4 au dessus de l'école :

En cours, rénovation réalisée par les employés communaux ; à ce titre la préfecture nous rappelle que les travaux sur logements locatifs ne donnent pas lieu à récupération de TVA et par conséquent ne sont pas éligibles au FCTVA en tant que travaux d'investissement. L'aide la Région ne pourra s'appliquer qu'à des travaux réalisés par les entreprises (par ex. reprise de l'isolation)

Réalisation du garage à dameuse aux Guérins, demande de financement :

Des financements intéressants pourraient être alloués sur des fonds supplémentaires européens jusqu'à 80% à condition de développer l'idée d'une salle polyvalente ; se donner le temps de la réflexion.

Maison Lagarde :

Les financements pour logements locatifs sont maintenus à hauteur de 15 000€ maximum par logement, le maire propose d'interroger l'Anah pour les compléments de financements, Serge Duc affirme que les financements de cet organisme sont dédiés essentiellement aux particuliers.

En amont, des études de structures seront demandées (Socotec ou Veritas)

En aparté, Eric Gerbaud demande qu'il soit envisagé l'intervention d'un acousticien pour une étude de préconisations acoustique dans la salle de cantine très sonore.

Travaux électriques :

- Avancement des travaux à Surville, la mise en souterrain suit son cours
- Rond-point à l'entrée du village : en attente de l'intervention de l'entreprise ETEC
- Réparation du lampadaire dans le village : expertise de l'assurance le 8 janvier 2013, puis réparation par ETEC (coût environ 2000€).

Travaux sur l'eau :

Opportunité de fusionner les deux projets PIL, le maire précise qu'il est préférable de conserver les financements acquis en 2011 et d'attendre le financement demandé en 2012, les travaux seront réalisés par tranches et s'étaleront sur plusieurs exercices.

By pass : reste à poser un regard sur le réseau, section des Oriols

Chantiers inattendus :

- Surverse de la Thébaïde bouchée par des racines, remplacement de la buse (fait)
- Glissement de terrain quartier des Dômes et rupture de canalisation : réparé
- Glissement de terrain derrière la chèvrerie et mise à nu de la canalisation principale (Ø140) sur 3 m, pour l'instant cette partie du réseau est court circuitée jusqu'au printemps, des travaux importants devront être réalisés (déplacement de la canalisation sur 150 à 200m)
- Carrelage de la bibliothèque :
Décollement de carreaux sur une surface importante, Serge Duc, maître d'œuvre de ce projet, constate qu'il s'agit d'un désordre relevant de la garantie décennale, il a, à ce titre, contacté l'assurance de l'entreprise, (entreprise aujourd'hui en cessation d'activité), afin de demander une expertise.

Demande de raccordement au réseau d'assainissement d'une propriété hors schéma d'assainissement collectif :

Demande déposée par M. Ubaud, système actuel envahi de racines, fosse septique placée sous la D19 ; l'environnement de la parcelle étant très boisé, l'implantation d'un système non collectif semble voué à l'échec à court terme. M. Ubaud sollicite le raccordement à l'assainissement collectif qui se trouve à proximité de sa propriété, et prendra en charge tous les frais afférents. Si besoin de prévoir une canalisation plus importante pour l'avenir, le surcout sera pris en charge par la commune. Considérant que le raccordement peut être supporté par la STEP, qu'il n'y a pas de contre indication technique et que les frais seront supportés par l'usager : la demande est adoptée à l'unanimité par le conseil municipal.

• Extension du garage communal, demande de financement :

Le maire rappelle que le projet d'extension du bâtiment existant porte désormais sur la réalisation d'une seule travée avec un peu plus de hauteur pour abriter le tractopelle ; l'extension se fera sur le parking à la suite de l'existant. Afin d'éviter la surélévation, la porte de la travée sera supportée par un pignon qui dégagera de la hauteur et donnera un aspect plus esthétique à l'extension.

Le coût de ces travaux a été estimé à 65 000€ HT, deux demandes de financement seront déposées auprès de l'état (DTER) et de la région (FSL), le dossier doit être impérativement déposé avant la fin de l'année et comporter le récépissé de la demande de permis de construire.

Les architectes travaillent sur le projet afin de tenir le délai.

La délibération est présentée aux conseillers :

Le maire expose au conseil municipal que les trois travées du garage communal sont entièrement occupées par le matériel et les véhicules communaux et qu'il est nécessaire d'abriter le tractopelle utilisé pour divers travaux d'entretien sur la commune, en particulier le déneigement.

L'étude de faisabilité d'un nouveau garage présentée lors du précédent conseil municipal a produit une estimation financière (265.000 euros HT) jugée excessive par rapport aux possibilités de financement du projet.

Il propose donc une extension du garage existant dont la maîtrise d'œuvre serait confiée aux architectes qui ont réalisé l'étude de faisabilité initiale. Ces architectes estiment le coût total de l'opération d'extension à 65.000 euros HT.

Afin de mener à bien ce projet il propose de solliciter une aide financière de l'Etat dans le cadre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) et de la Région dans le cadre du Fonds de Solidarité Locale (FSL) selon le plan de financement ci-après.

Coût du projet (€)		Financement (€)	
Total HT:	65 000	Aide de l'Etat (DETR) 50%	32 500
TVA 19,6% :	12 740	Aide de la Région (FSL)	15 000
		Autofinancement :	30 240
		(dont TVA récupérable)	
Total Opération TTC	77 740	Total Opération TTC	77 740

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- *Approuve cette proposition*
- *Autorise le Maire à signer tous documents relatifs à cette demande de subvention*

Acquisition foncière au col des Guérins : le maire rappelle que malgré la difficulté de gestion de la parcelle (camping sauvage, salubrité, entretien du site et de la fontaine..) cette acquisition paraît incontournable pour de futurs aménagements publics au col des Guérins et demande aux conseillers de délibérer en ce sens :

Il rappelle au conseil municipal que les propriétaires de la parcelle F4 située au col des Guérins seraient prêts à en céder une partie à la commune.

Ils supporteront les frais de détachement du tènement considéré.

La partie cédée représenterait environ 3000 m². Compte tenu de son caractère boisé, le prix de cession serait de 1,00 euro/m². Les frais annexes (dits "de notaire") s'élèveraient à environ 1000.00 euros.

Il rappelle que le col des Guérins est, pour toutes sortes d'Activités de Pleine Nature, un site touristique reconnu bien au-delà de Sigoyer.

Afin d'accompagner le développement du tourisme, ce site devra être mieux équipé dans les années à venir et la propriété d'une parcelle située à cet endroit ne pourra que faciliter la réalisation de projets portés par la collectivité.

Il sollicite l'accord du conseil municipal pour procéder à l'acquisition de cette parcelle dans les conditions indiquées ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- *Approuve cette proposition*
- *Autorise le Maire à signer tous documents relatifs à cette acquisition*

• **Vente d'une parcelle aux Parots :**

Le maire fait part au conseil municipal des informations communiquées par la SAFER relative à la vente de la propriété Rigaud, aux Parots.

Des agriculteurs riverains se sont portés candidats pour acquérir les parcelles concernées.

Les décisions de la commission départementale d'attribution ne sont pas connues à ce jour.

Le Conseil Municipal est sollicité au sujet de la parcelle D302 (Bien Non Défini) dont la commune est partiellement propriétaire pour une surface de 7063 m².

Monsieur Guy Bordiga s'est porté candidat auprès de la SAFER pour acquérir la part non communale de cette parcelle et auprès de la commune pour la part communale.

Le prix estimé par la SAFER pour ce terrain classé en lande de catégorie 2 est de 0,10 euro/m². Les frais notariés sont à la charge de l'acquéreur.

Le maire sollicite l'accord du Conseil Municipal pour procéder à la vente de la part communale de la parcelle D302 à Monsieur Guy Bordiga, au prix de 706 euros, si celui-ci est autorisé à acquérir auprès de la SAFER l'autre partie de cette parcelle.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- Approuve cette proposition

- Autorise le Maire à signer tous documents relatifs à cette vente

Préparation de la saison de ski :

Le maire souhaite simplifier la tarification et propose de tarifier seulement la journée et la saison, le forfait demi journée étant suspendu pour cette saison.

Le maire rappelle au conseil municipal les tarifs des remontées mécaniques des Guérins en vigueur.

L'unique remontée mécanique fonctionnera, les mercredi, samedi, et dimanche de 10h00 à 16h00 et durant les vacances scolaires de la zone Aix Marseille, en fonction de l'enneigement.

Afin de simplifier la gestion de l'activité, Il propose de suspendre le forfait ½ journée cette saison.

Le conseil municipal décide, à l'unanimité de fixer les tarifs de la façon suivante :

	<i>Tarification 2011-2012</i>	<i>Tarification 2012-2013</i>
<i>Forfait journée</i>	<i>6 euros</i>	<i>5 euros</i>
<i>Forfait annuel</i>	<i>20 euros</i>	<i>20 euros</i>

Ces tarifs seront applicables dès l'ouverture de la station des Guérins (saison 2012-2013)

L'ouverture de la station étant soumise au passage de la commission de sécurité, celle-ci se rendra sur place le samedi 22 décembre 10 heures ; l'ouverture est conditionnée par un enneigement suffisant ce qui n'est pas le cas pour l'instant.

Le maire propose d'accueillir gratuitement les enfants des écoles de la CCTB pour une journée découverte, il se chargera de planifier ces journées avec les différentes écoles qui le souhaitent.

Pas d'organisation identique pour le ski de fond, les pistes étant insuffisamment entretenues.

Réforme territoriale :

Le maire rappelle que le Préfet a retenu le projet de communauté d'agglomération à minima en incluant à la commune de Gap, Pelleautier et la Freissinouse.

Il regrette cette prise de position qui fragilise la CCTB en lui ôtant une partie de sa population et les revenus qui en découlent.

Questions diverses :

PFIC : le maire donne lecture de la délibération votée par l'AMF et la CCTB relative aux modalités d'application du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) dont la montée en puissance pour les années futures, fixée en valeurs et non en pourcentage, pourrait impacter dangereusement l'équilibre budgétaire des collectivités.

Réforme électorale :

Elle prévoit la restructuration des cantons et l'élection de 2 conseillers généraux par canton (parité homme /femme).

Les conseillers municipaux seront élus par scrutin de liste à partir de 1000 habitants et les délégués communautaires seront inscrits par ordre de présentation (1ers de la liste).

Il rappelle que le tribunal administratif de Versailles a récemment appliqué les dispositions de l'article L 2121-5 du CGCT qui stipule que *"tout membre d'un conseil municipal qui sans excuse valable a refusé de remplir une des fonctions qui lui sont dévolues par les lois, est déclaré démissionnaire par le tribunal administratif."*

Conseil d'école :

Le maire rappelle le fonctionnement du conseil d'école toujours convoqué par la directrice d'école : le représentant de la commune est le maire ou son suppléant, Matthieu Allain Launay, qui le représentera en cas d'absence, (comme prévu en début de mandat) ; enfin, comme à son habitude, Sandrine Comte représentera le conseil municipal.

La parole est donnée aux conseillers municipaux :

A Gabanou s'étonne que des canons à neige semblent fonctionner sur Céüse, Matthieu Allain Launay indique qu'un canon fonctionne depuis longtemps au bas des pistes alimenté par leur réseau d'eau potable.

Le maire rappelle que le projet de développement de la station est toujours au point mort, refus de financements de l'Etat, la Région et l'Europe qui préconisent une station "4 saisons".

Vœux du maire : présentés samedi 19 janvier à 15 heures avec la chorale des Sigoyards.

La parole est donnée au public, pas de question.

Avant de lever la séance, le maire offre des friandises à l'assemblée.

La séance est levée à 22H52

Délibérations du conseil municipal :

- Acquisition pinède des Guérins
- Vente d'une parcelle des Parots
- Extension garage / demande de financements
- Prestation MO garage
- Tarifs remontée mécanique

Lu et approuvé, les conseillers municipaux